

Charles Gabel, un industriel aux idées novatrices

118 4-34 SURVILLIERS (S.-et-O.). — Vue intérieure de la Cartoucherie



Historique de la Cartoucherie de Survilliers

L'usine a été fondée en 1903 dans les dépendances d'une très modeste ferme désaffectée pour la Société Parisienne de la Cartoucherie par Georges Leroy et Charles Gabel.

Ce site est destiné à la fabrication des munitions, du fulminate de mercure, au chargement des amorces fulminantes, des cartouches et des détonateurs.

Une dizaine d'ouvriers, hommes et femmes, un contremaître et un directeur constituaient alors la totalité du personnel.

Grâce à des produits de qualité et de judicieux choix stratégiques, l'entreprise va se développer, permettant aux deux associés d'investir dans des machines perfectionnées et d'agrandir les locaux.

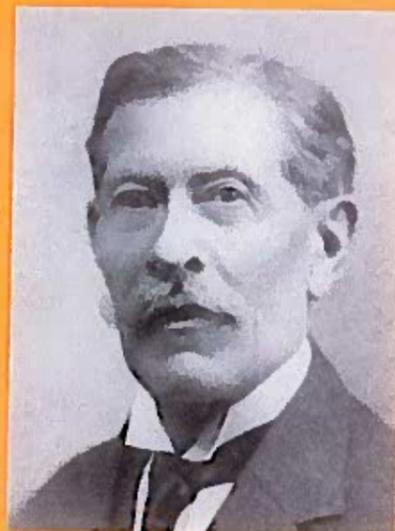
Au début de la première guerre mondiale, l'usine apporte son concours à la défense nationale.

En juin 1918, la proximité relative du front l'oblige à s'installer à Caen où l'activité se poursuit jusqu'à l'armistice.

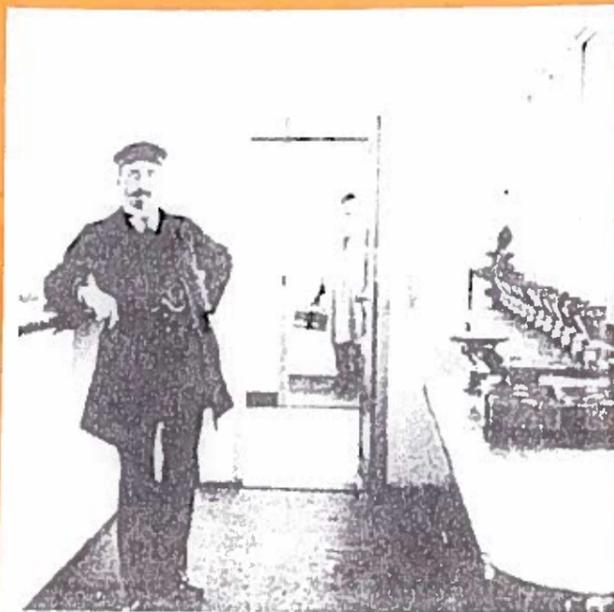
Revenue à Survilliers en 1919, l'activité de la Cartoucherie va progresser durant les deux décennies suivantes grâce à des fabrications nouvelles pour les secteurs civil et militaire.

Sous l'occupation, les ateliers ferment et l'emboutissage reste seul en activité.

Après la Libération, la production reprend, partagée entre les activités militaires et les produits civils.



Georges Leroy



Charles Gabel, dans les ateliers de la cartoucherie.

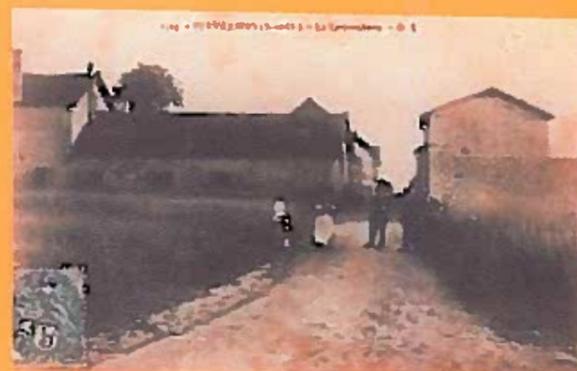
A partir des années 60, la Cartoucherie va voir son activité décliner pour des raisons multiples, conjoncturelles et humaines.

Dans les années 80, la situation s'aggrave à tel point que les effectifs vont être considérablement réduits. La majeure partie de son patrimoine immobilier, en particulier les logements, est vendue à son personnel.

A partir de 1989-1990, l'usine développe de nouveaux produits civils et automatise ses techniques de fabrication (charges de scellement, allumeurs d'air-bags etc ...).

Dans la nuit du 16 au 17 janvier 1985, le feu ravage une partie de l'usine, à partir d'un atelier de conditionnement de poudre. Pendant quelques heures, le quartier sera évacué et un grand élan de solidarité permettra au village de faire face.

Dans les années 90, la Cartoucherie va redevenir la grande entreprise qu'elle avait été dans l'entre-deux guerres retrouvant plus de 1000 employés en l'an 2000.



Pendant un siècle, l'histoire de la Cartoucherie et celle du village furent intimement liées. Cette usine a rythmé la vie des hommes non seulement au travail, mais aussi dans leurs relations sociales.

Elle fut, dès le départ et surtout entre les deux guerres, précurseur dans bien des domaines : le logement ouvrier, la participation, les initiatives sportives et culturelles, la santé.

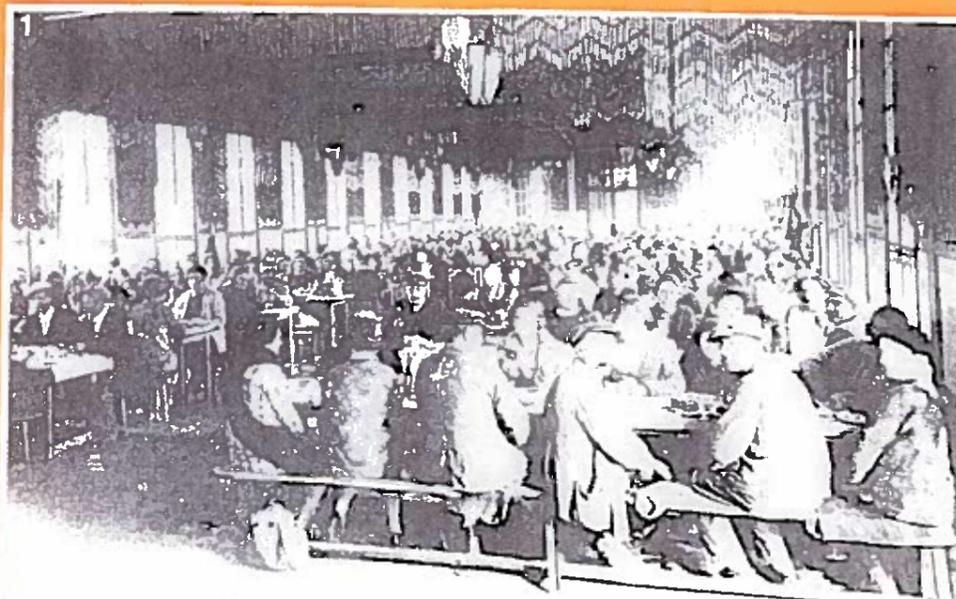
Charles Gabel et ses réalisations sociales

En effet, dès 1920, Charles Gabel a encouragé l'organisation de sociétés locales :

- . Avenir de Survilliers (football et gymnastique)
- . société musicale (aujourd'hui disparue)
- . bibliothèque
- . tir à l'arc (lui aussi disparu)
- . organisation locale des anciens combattants
- . société de soutien des sapeurs-pompiers.

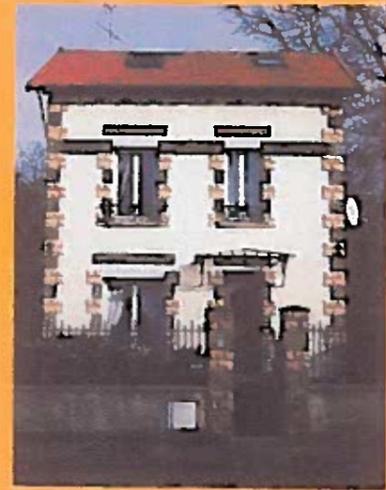
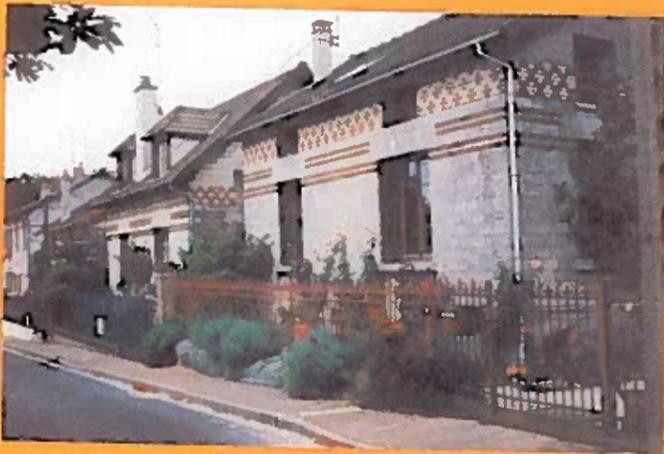
C'est aussi à cette époque que commencèrent les fêtes organisées dans le réfectoire de l'usine quatre ou cinq fois par an.

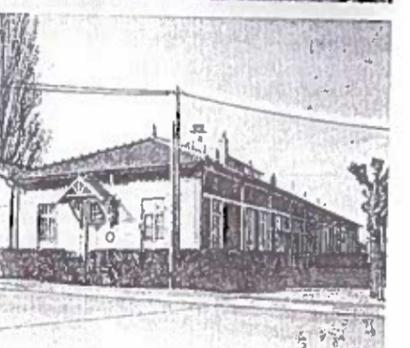
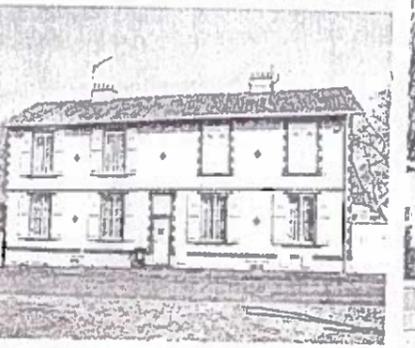
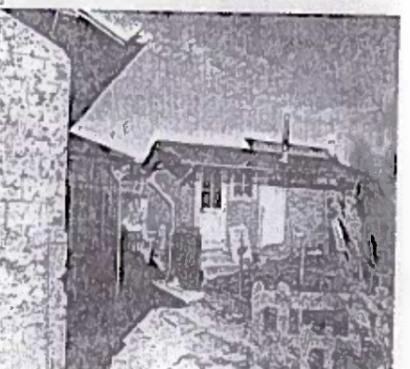
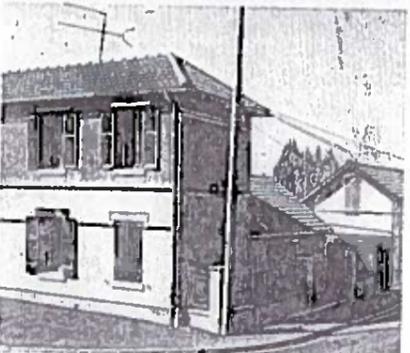
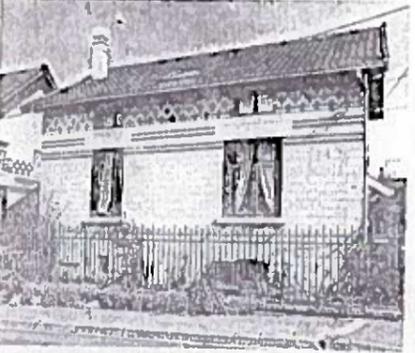
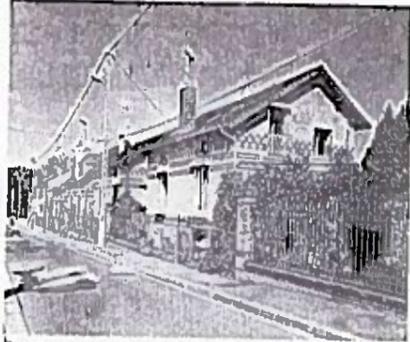
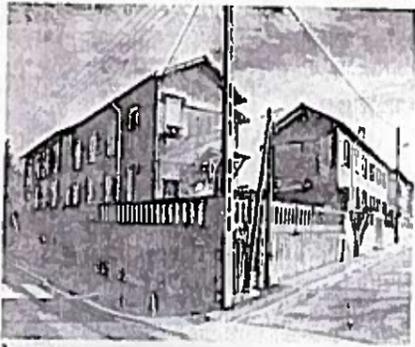
Le réfectoire avant la guerre 39-40



Charles Gabel fit de l'usine de Survilliers un établissement à la pointe du progrès social en instituant :

- . une crèche (qui sera suivie par un service médical et un cabinet dentaire)
- . un réfectoire
- . le transport gratuit du personnel
- . le logement à faible loyer (près de 200 logements furent construits avec jardinet pour chaque maison)
- . la participation aux bénéfices pour les collaborateurs et certains ouvriers qualifiés
- . distribution du capital sous forme d'actions
- . création d'une assurance-groupe en 1928 pour les cadres
- . maison de retraite
- . un centre d'apprentissage dont la renommée va dépasser rapidement les limites du département permettant ainsi aux jeunes, dès la sortie de l'école, de se préparer à un métier.





Ces maisons, sans être rassemblées dans le tissu contraignant d'une cité ouvrière, constituent un ensemble qui se situe entre les grandes réalisations patronales dans la lignée fouriériste de la fin du XIX^e siècle et les cites-jardins de Seine-et-Oise des années 20. Il perpétue le modèle des logements collectifs et des maisons familiales établi par Émile Muller en 1852 à Mulhouse; modèle qui s'illustre en Île-de-France dans la cité ouvrière de l'usine Menier à Noisiel (Seine-et-Marne) de 1874 à 1906.

a) Les premières constructions sont élevées en 1906 sur un terrain à l'entrée du village en venant de la gare. Entièrement en brique, elles rassemblent onze à seize logements de deux à quatre pièces.

b) Pour les maisons qui se développent à l'arrière sur deux rues autour de jardins, on utilise la pierre calcaire, avec toujours la brique en décor. Y voisinent les différents types distingués dans l'album.

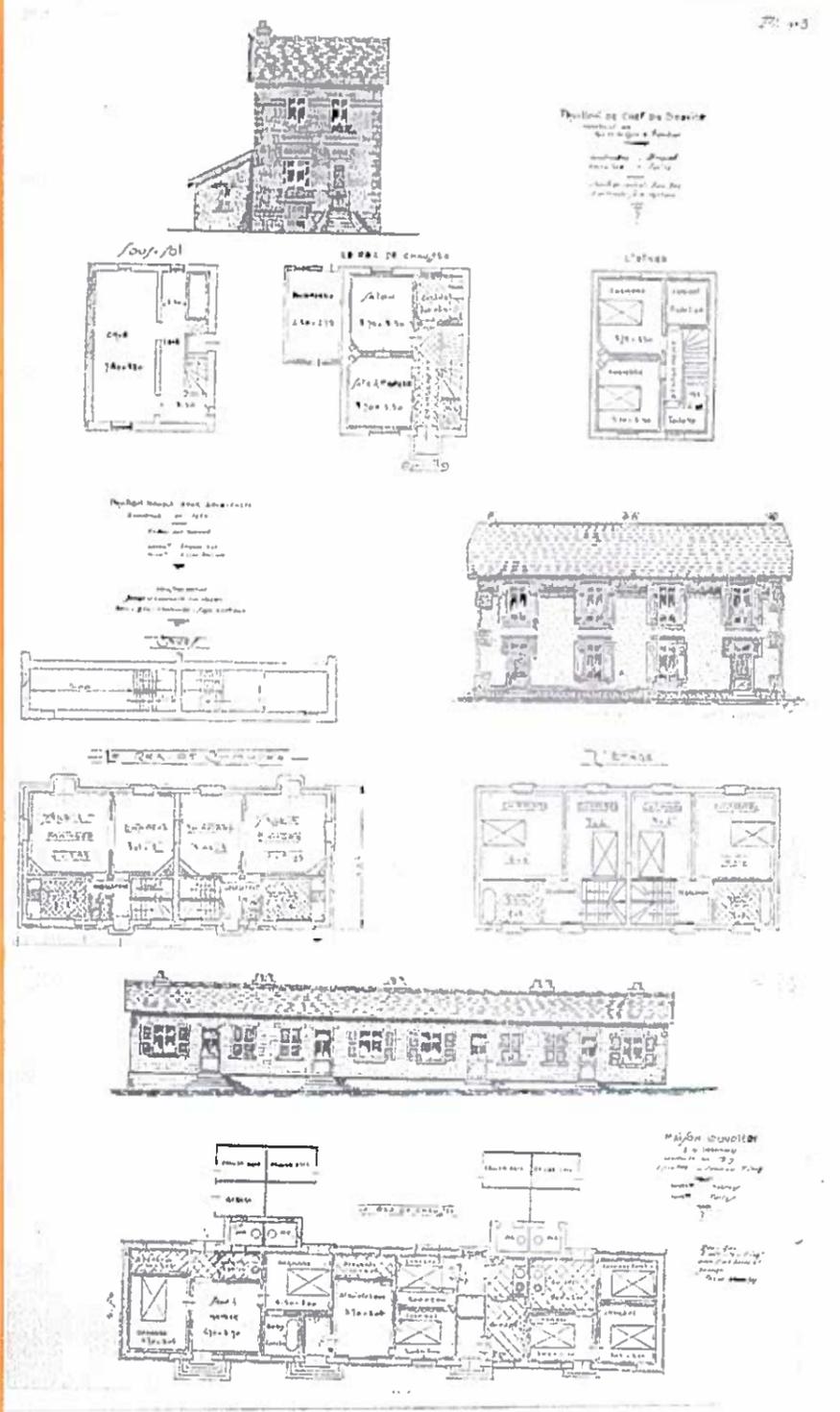
c) Les « pavillons en pierre taillée », doubles ou simples, pour chef de service, avec salon.

d) Les « pavillons à étage » à deux logements pour sous-chefs, avec salle de bain.

e-f) Les maisons d'ouvriers à deux ou quatre logements sur un niveau, avec cellier dans le jardin.

g) Dans la rue percée dans l'axe de la nouvelle entrée vers 1926, les constructions déclinent les mêmes types, avec des logements de célibataires.

h) Le réfectoire-salle des fêtes est un élément de la politique sociale d'entreprise avec l'organisation du transport des employés, de la crèche, du service médical et l'encouragement de la vie associative (football, gymnastique, tir à l'arc, musique, bibliothèque).



Les logements pour le personnel étaient essentiellement situés rue de la Cartoucherie, Grande Rue, rue d'Enfresne (le béguinage avec 14 petits logements accueillait les retraités).

Le personnel venait des fermes alentour où il y avait énormément d'ouvriers agricoles. La mécanisation croissante (arrivée des premiers tracteurs) obligea de nombreuses personnes à se reconverter, d'où un potentiel certain pour la Cartoucherie.



'Béguinage' avec 14 petits logements pour retraités de la cartoucherie, côté jardin, rue d'Enfresne.



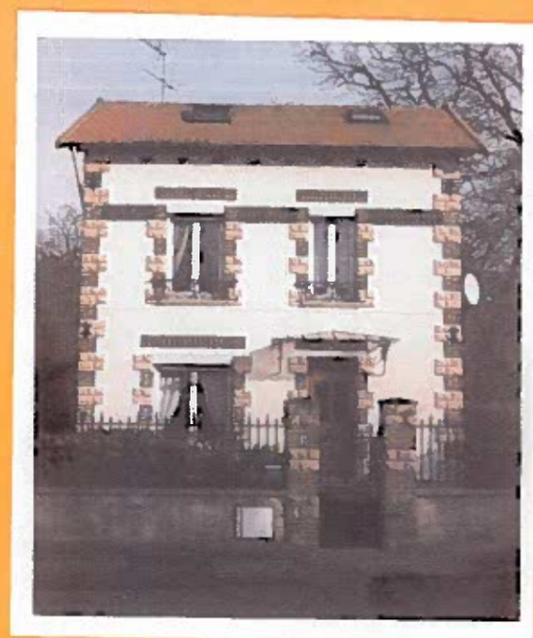
Pavillon double pour ouvriers de 1906, Dans la 1^{re} rue Charles Gabel. Il garde à peu près son aspect d'origine, hormis les volets qui ont été échangés. Il en existe trois exemplaires, plus un muni ultérieurement d'un étage.



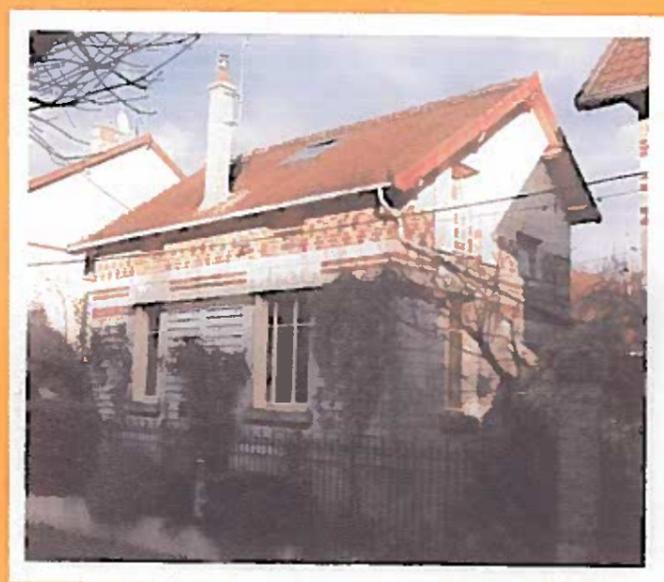
Pavillon ouvrier pour deux familles, de 1926, rue de la Cartoucherie (7 exemplaires). Un modèle similaire existe dans la rue Charles Gabel, prévu pour quatre familles (3 exemplaires).



Maison double pour sous-chefs, d'avant 1914, dans la 1^{re} rue Charles Gabel. Il existe en deux exemplaires.



Maison pour sous-directeur de la cartoucherie



Maison pour chef de service, dans la 2^e rue Charles-Gabel. Un des 4 exemplaires réalisés, Dont 3 pour une famille. Equipée d'un salon en plus de la salle à manger.

Autres entreprises ayant innové sur le plan social

Le modèle social développé autour de la Cartoucherie n'est pas un exemple unique dans le paysage industriel français.

Tout au long des XIX^{ème} et XX^{ème} siècles, sont apparues sur tout le territoire des cités ouvrières ou des initiatives innovantes qui ont permis d'apporter aux ouvriers un certain nombre d'avantages sociaux que la société seule ne pouvait pas encore fournir de manière généralisée comme l'éducation, le logement, les soins médicaux ...

En France :

Industrie textile :

- . Saint Frères à Flixécourt (Somme)
- . Toiles de Mayenne à Fontaine-Daniel (Mayenne)

Industrie minière :

- . La compagnie des mines de la Grand-Combe
- . Entreprise émaux de Briare créée par Jean-Félix Bapterosses
- . manufacture Leroy à Saint-Fargeau-Ponthierry (Seine et Marne)
- . entreprise Menier à Noisiel (Seine et Marne)
- . Entreprise Michelin à Clermont-Ferrand
- . entreprise Schneider et Cie au Creusot

En Belgique :

- . entreprise Solvay

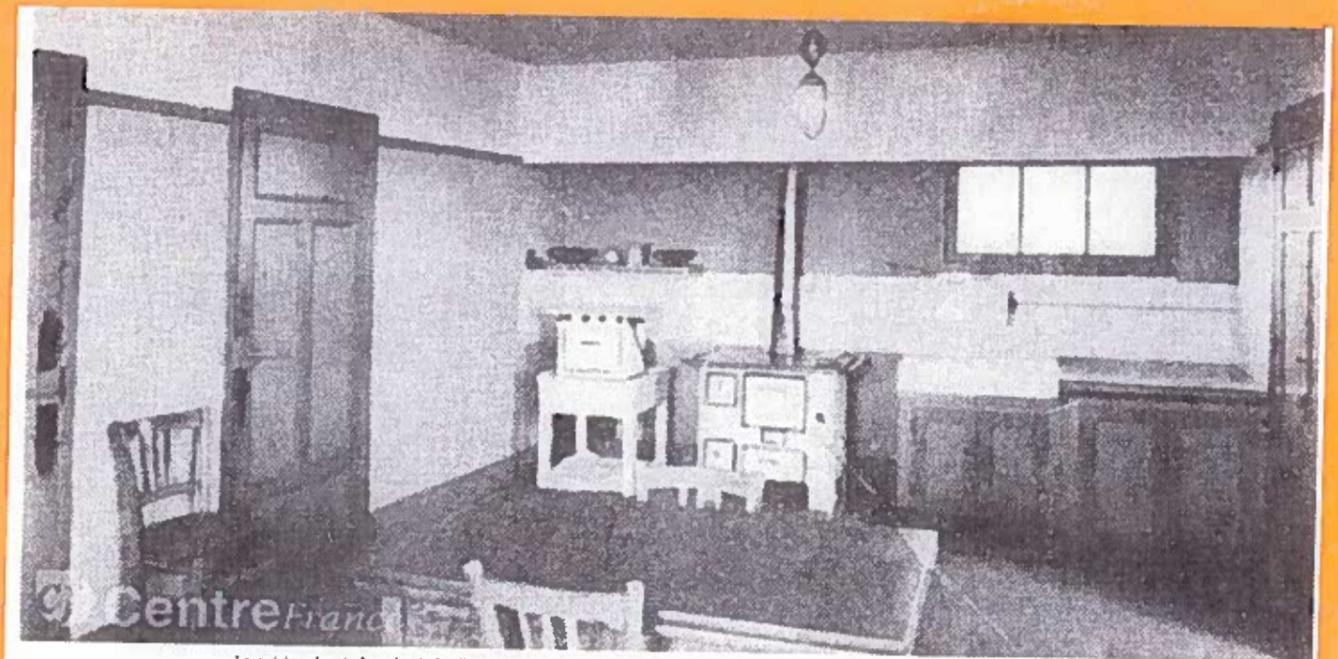
En Allemagne :

- . entreprise Krupp à Essen

Michelin

A l'automne 1948, Robert Puiseux et Pierre Boulanger, les patrons de l'époque, commandèrent l'étude d'une maisonnette facile à construire, à tout petit prix de revient avec tous les branchements modernes (eau, gaz, électricité, tout-à-l'égout). Ces logements étaient plutôt révolutionnaires et les premiers chantiers débutèrent en 1949.

Jusqu'à la fin des années 60, l'entreprise Michelin fut l'archétype d'un certain paternalisme industriel. Un journaliste écrivait en 1932 : « on naît à la clinique Michelin, on étudie à l'école Michelin, on prie à l'église Jésus-Ouvrier (construite au milieu d'une cité ouvrière). On fait ses courses à la coopérative Michelin et on pratique le sport à l'ASM (Association Sportive Michelin).

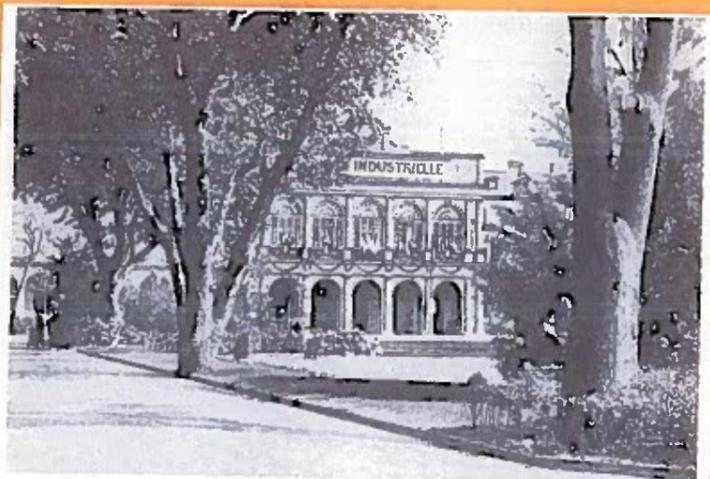


La cuisine devait être équipée d'une hotte avec bouche d'aération, d'un évier et d'un bac à laver. © Archives la montagne
À Clermont, à la fin des années 1940, Michelin logeait déjà plusieurs milliers de ses employés, mais les besoins étaient immenses. Sur l'agglomération, un logement sur quatre était plus que centenaire et un sur huit considéré comme insalubre.

Le modèle mulhousien

Au XIX^{ème} siècle, jusqu'à l'annexion allemande de 1870, tous les bourgmestres et maires mulhousiens sont protestants et proches ou issus du patronat. Le modèle mulhousien repose sur trois piliers : un patronat protestant paternaliste, la prédominance du couple innovation/formation dans le développement technique et la recherche d'un équilibre social.

Plusieurs associations philanthropiques (dont la Société Industrielle de Mulhouse) sont créées avec pour objectif de fixer la main-d'œuvre ouvrière. 1243 maisons ouvrières sont construites entre 1862 et 1897. Chaque logement a son propre jardin particulier et est payable par mensualités. Les investisseurs touchent 4 % par an, mais en moins de quinze ans souvent, les logements deviennent la propriété des ouvriers.



Hôtel de la Société Industrielle de Mulhouse, vue prise le 5 juin 1926 in *Bulletin du Centenaire de la Société Industrielle de Mulhouse*, 1926.

La SIM trace une voie complexe qui montre qu'elle a pris en compte l'enjeu de l'ère industrielle : produire de façon à conserver des positions d'avant-garde tant au point de vue technique que commercial et ouvrier.

Elle fonde également des œuvres de bienfaisance, des caisses de maladie et de retraite, ainsi que des sociétés de prévoyance et des asiles de vieillards.

Des écoles spécialisées (filature, chimie, dessin industriel etc ...) sont mises en place en vue de la formation de la jeunesse et de la préparation d'un encadrement technique pour les manufactures.

La cité Menier à Noisiel

Devenu maire de la commune de Noisiel en 1871 et grâce à ses nombreuses acquisitions foncières, Emile-Justin Menier lance, en 1874, la construction de 66 maisons pour loger le personnel de la chocolaterie Menier, ainsi qu'un groupe scolaire.

Pour cela, la famille Menier visite des modèles de cités en Angleterre et s'appuie aussi sur l'exemple précurseur de Mulhouse. La cité se compose de logements collectifs à étages pour les célibataires et de maisons pour les familles. Chaque pavillon en bordure de rue est composé de deux logements indépendants de 64 m² chacun. Ceux-ci sont loués exclusivement au personnel de l'usine qui ne peut en devenir propriétaire. En quittant son emploi, l'employé doit laisser son habitation. Le montant du loyer est l'équivalent de deux à six journées de travail, selon le grade de l'employé.

La plupart des rues portent un même nom : Menier, mais avec des prénoms différents.

85 maisons sont ajoutées jusqu'en 1911. Au total, ce sont 311 logements qui sont construits couvrant un espace de 20 hectares et cette cité ouvrière reçut, lors de l'exposition universelle, le nom de « premier logement français ».



Le familistère de Guise

Sensible à l'idée de la redistribution des richesses industrielles aux ouvriers, Jean-Baptiste Godin a souhaité créer une alternative à la société industrielle en plein développement à son époque et offrir aux ouvriers le confort dont seuls les bourgeois pouvaient alors bénéficier.

A partir de 1859, il entreprend de créer un univers autour de son usine de Guise, le *familistère*, dont le mode de fonctionnement peut être considéré comme précurseur des coopératives de production d'aujourd'hui.

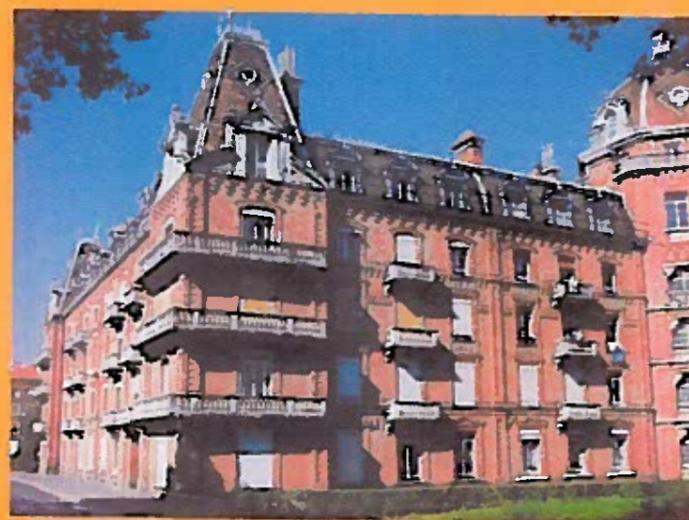
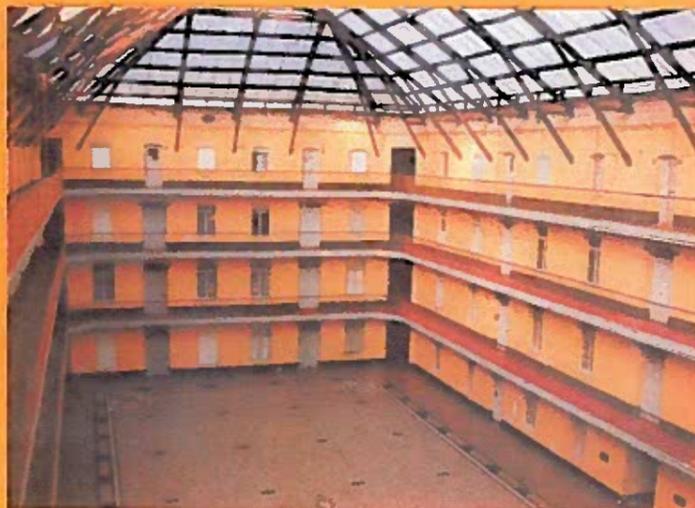
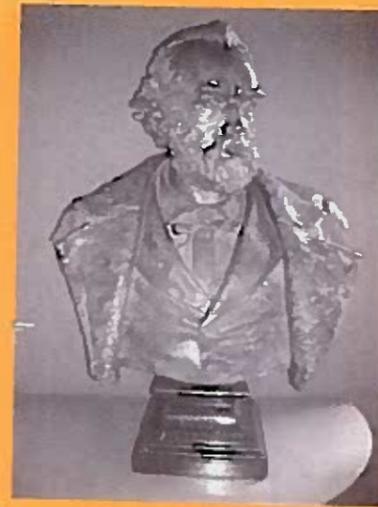
Il construit alors le *palais social* au sein duquel sont mis en place ce qu'il appelle les « équivalents de richesse » qui visent à réduire l'écart entre classes sociales :

- . assurance maladie, retraite
- . confort (chauffage central, douches, éclairage au gaz ...)
- . éducation des habitants (écoles, cours du soir, théâtre ...).

En 1878, Godin réduisit à 10 heures la journée de travail qui était alors de 14 à 16 heures dans le reste de la France.

Pour gérer ce programme ambitieux, une association est créée en 1880. Celle-ci continuera jusqu'en 1968 mais sera confrontée à la compétition de plus en plus rude du marché.

Au final, le *familistère* en tant que tel dura 110 ans et le *palais social* de Guise est à ce jour habité par environ 300 descendants d'ouvriers de l'époque.



Cité ouvrière de la Combe des Mineurs



Entrée de la cité

La cité ouvrière du Creusot

A partir de 1836, tout tourne au Creusot autour de la sidérurgie et de la dynastie Schneider. Les aciéries emploient au moins un membre de chaque famille creusotine.

Des écoles, un dispensaire puis un hôpital sont créés et des immeubles appelés « casernes » sont bâtis pour les ouvriers et les ingénieurs.

Parallèlement à cet ensemble, l'arrivée au Creusot d'ouvriers anglais sidérurgistes spécialisés (puddleurs, chauffeurs, lamineurs) amène la construction d'une cité ouvrière et ce, à l'initiative des nouveaux maîtres des forges du Creusot, les Anglais Aaron Manby (1776-1850) et Daniel Wilson (1790-1849). La *cité de la Combe des Mineurs* faite de maisons en brique, style « british », est inscrite au titre des monuments historiques depuis le 06 novembre 1980.

Conclusion

Pour innovantes qu'elles soient, ces différentes initiatives rencontrèrent de nombreux détracteurs qui y voyaient une manière d'infantiliser et de contrôler les ouvriers par un rapport de dépendance ou de subordination. L'expression quelque peu péjorative « paternalisme industriel » est alors employée car cela sous-entend que les relations patrons/ouvriers sont calquées sur celles qui unissent un père de famille et ses enfants.

Tous les pays industriels ont été frappés par la misère sociale, les grèves et les conflits du travail jusqu'à la première guerre mondiale. Si la répression fut la première réponse du patronat, très vite les employeurs se rendirent compte qu'il valait mieux utiliser des relations plus pacifiques et mettre en place un style de direction paternaliste. On a pu ainsi éviter les conflits sociaux et maintenir une certaine paix sociale.

Les réformes engagées font naître l'idée d'un « paternalisme éclairé » avec le partage des bénéfices et le fait que les ouvriers jouissent d'une plus grande responsabilité.

Une forme d'équilibre se met en place entre générosité de la protection sociale patronale et discipline attendue en retour.

Si ce paternalisme s'explique donc par de nombreux facteurs : philanthropie, intérêt économique, recherche d'une certaine discipline sociale, il est aussi un rempart contre l'intervention de l'Etat.

Cependant, l'insuffisance du nombre de ces structures d'un nouveau genre a rendu nécessaire à terme l'intervention de réformateur (l'Etat) afin que tous les ouvriers soient concernés par le progrès social.